

POUVOIR OUVRIER

Juillet-Aout 1959 - N° 9

Prix : 20 Fr

SOMMAIRE

Unité syndicale et Unité ouvrière.
Une grève manquée.
Badinguet à l'honneur.
Le Groupe de Liaison pour l'Action
des Travailleurs.

UNITE SYNDICALE
ET
UNITE OUVRIERE

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

Au vin Préfontaines (Dubonnet).
Imprimerie DD (région parisienne).
La rationalisation en marche.
Echos du 16 juin.
Le bonze syndical et la grève.
Soyons optimiste.
Action dans un lycée de Normandie.
De Donain.

L'idée de l'union pour faire aboutir les revendications, plus même : l'idée que seule une classe ouvrière unie peut faire face au régime actuel, est de plus en plus répandue parmi les travailleurs. Et ils comprennent de moins en moins la division des syndicats en plusieurs centrales. Dans toutes les manifestations, ce sont les mots d'ordre d'unité qu'on reprend avec le plus de coeur.

Ce sentiment général - qui répond à une nécessité impérative - a eu un écho dans les récents congrès de la CFTC et de la CGT.

Une partie des discussions a porté sur le problème de l'unité syndicale.

Mais aucun pas dans ce sens n'a été fait par les dirigeants chrétiens ou cégétistes. Unité oui, disent-ils, mais sur nos positions, dans notre centrale.

Ce que nous voyons, tout au plus, c'est l'action commune des syndicats, ici et là, pour telle ou telle action limitée. Dans l'ensemble, ni l'unité ni l'action ne vont bien loin.

Pourtant, pour beaucoup de travailleurs, la chose est claire : unité et action cela va ensemble, et ils ont le sentiment que seule une offensive de masse, globale, pourrait faire reculer le gouvernement et le patronat.

Quand on parle d'unité, il faut donc tout de suite poser la question : unité de qui ? et pour quoi faire ?

S'il s'agit d'unir les travailleurs, l'unité c'est d'abord tendre à effacer les divisions en catégories, lutter contre le cloisonnement professionnel, contre la hiérarchie des salaires, préparer donc des revendications uniformes, anti-hiérarchiques. C'est rejeter la division syndicale à la base même, s'unir là où on peut le faire tout de suite,

sur le lieu du travail, là où l'unité a incontestablement un sens de classe, car elle se réalise contre l'exploitation. Pour les directions syndicales, l'unité, c'est des discours de congrès tendant à prouver que les autres centrales la refusent. C'est le maintien des catégories, des hiérarchies, des mille et une différence de salaire complètement inutiles que le patronat impose pour mieux diviser les salariés. C'est même le cloisonnement par profession et par branche entre les différents syndicats. Et c'est aussi l'exploitation par les centrales des actions communes réalisées spontanément par les travailleurs, pour vanter chacune l'efficacité de sa propre action.

Ce ne sont pas les travailleurs qui tiennent à rester désunis. Mais l'unité qu'ils souhaitent n'a rien à voir avec les marchandages entre bureaucrates des différentes boutiques confédérales.

La preuve, c'est qu'elles n'en veulent pas. Depuis un an, depuis cinq, depuis dix, depuis vingt... où et quand les directions syndicales nationales ont-elles encouragé, organisé l'unité des revendications, l'unité de la lutte ?

Nulle part et jamais.

Il y a eu des périodes où l'unité syndicale existait pourtant. Et que s'est-il passé ?

De 1943 à 1948, la CGT était unie (FO a été créée en 48 et la CFTC était alors peu importante). A quoi a servi l'unité de l'appareil syndical ? A "relever la France", à faire produire aux ouvriers, à condamner les grévistes, traités de provocateurs et de fascistes. C'est bien connu.

En 1935, la CGT venait de se réunifier (fusion de la CGTU "communiste" et de la CGT réformiste). En 1936, des grands mouvements de masse, des grèves formidables avec occupation des usines, ont mis en péril le capitalisme français. Qu'a fait la CGT unifiée ? Elle a freiné les mouvements, elle les a "cassés". "Il faut savoir terminer une grève" a dit Maurice Thorez. Et les chefs socialistes et les patrons l'ont félicité. Il fallait faire confiance au Gouvernement du Front Populaire ! Mais un an plus tard, les avantages obtenus avaient déjà été en grande partie annulés et les ouvriers étaient forcés de tout recommencer. C'était trop tard. Ils furent battus. (1)

A quoi avait servi l'unité des chefs syndicaux ?

D'ailleurs, il y a bien longtemps que l'union et la désunion des centrales syndicales se fait pour des raisons tout à fait étrangères aux intérêts de la classe ouvrière. Autrefois, il y avait des divisions qui

(1) Les staliniens ont propagé la version qu'une grande victoire avait été obtenue en 1936 grâce à l'unité des directions syndicales et au Front Populaire. C'est un mensonge. Lire à ce sujet le livre de Danos et Gibelin : "Juin 36" - Editions Ouvrières - (en vente dans les principales librairies).

correspondaient aux divergences entre les révolutionnaires et les réformistes, les partisans de la lutte de classe et les partisans de la collaboration de classe. C'était ainsi en 1921, lors de la première scission de la CGT.

Les choses ont bien changé depuis. En France tout particulièrement, à partir de 1935, les unions et les scissions syndicales ont découlé essentiellement de la politique internationale et des rapports entre la France et l'URSS.

L'unification de la CGT et de la CGTU en 1935 s'est faite dans une période où l'URSS et la France étaient en excellents termes. L'URSS venait d'entrer à la Société des Nations, aux côtés de la France et de l'Angleterre. Les gouvernements se rapprochant, les bureaucraties syndicales, stalinienne et socialiste se sont aussi rapprochées. Aux accords Staline-Laval de 1935 l'unification correspond sur le plan syndical, et plus tard le Front Populaire.

En 1939, l'exclusion de la CGT de la tendance stalinienne n'a pas lieu non plus sur une question de lutte de classe, sur un programme d'action, mais est le résultat des accords germano-soviétiques.

La nouvelle unification des centrales en 1943, dans la clandestinité, correspond au revirement des alliances. La France et l'URSS luttent ensemble contre l'Allemagne.

En 1947, la scission de la CGT est de nouveau déterminée par la position des tendances vis-à-vis des russes et des occidentaux. L'accalmie qui a suivi la guerre est finie, la rivalité entre l'URSS et les nations occidentales devient violente. L'unité syndicale est foutue. Fidèle à sa tradition, la tendance socialiste de Jouhaux, en fondant FO, suit la bourgeoisie française et approuve le Plan Marshall, alors que Frachon et les staliniens, qui gardent le contrôle de la CGT, s'engagent dans la série des grèves "anti-américaines" qui vont se succéder jusqu'à 1952.

Aujourd'hui, les motifs de la scission de 1947 subsistent encore. Les Frachon et Cie sont toujours à la traîne de l'URSS. Les Bothereau et consorts, de FO, à la traîne de la bourgeoisie française.

Il est vrai qu'il y a la CFTC et que la différence de politique au sommet, entre CFTC et FO n'est pas tellement grande. Alors, unification de ce côté là ? Même pas, car il y a encore les intérêts des différentes cliques de bureaucrates, l'influence des curés dans la CFTC, (mais Bothereau est-il, lui, contre les curés?) etc., en un mot tout ce qu'on appelle pompeusement : "divergences d'orientation".

Bien entendu, tout cela ne signifie pas que l'union des bureaucraties syndicales soit impossible en général. Il y a des pays où elle existe, l'Angleterre et l'Allemagne par exemple. Mais elle existe à condition qu'une certaine façon de collaborer avec le capitalisme soit acceptée comme doctrine officielle de la centrale unique. Ce n'est pas le cas en France.

Comme on le voit, la fusion des appareils syndicaux en une centrale unique n'est pas encore pour aujourd'hui.

Cela ne nous attriste ni ne nous réjouit. Car pour les travailleurs la solution n'est pas dans l'union formelle (et combien fragile!) des permanents et des bonzes, elle est dans la réalisation de leur propre union pour la lutte. Ce qui diffère radicalement des bavardages "unitaires" des derniers congrès confédéraux.

UNE GREVE MANQUEE

Le 15 juin, les bonzos syndicaux réunis à la fédération FO préservaient l'unité "d'action" chez les cheminots : unis, ils rapportaient l'ordre de grève lancé pour le lendemain.

S'il exista bien quelques divergences entre les syndicats sur la façon de préparer la grève, ces divergences ne doivent pas abuser les travailleurs. Le comportement réel des syndicats, leur attitude à l'égard de la masse des cheminots était identique, d'une organisation à l'autre. Il est vrai que la Fédération Autonome des Agents de Conduite est une organisation catégorielle, que la CFTC compte une majorité d'employés plus préoccupés de leur avancement que de solidarité ouvrière et que FO a chez les cheminots la réputation d'un syndicat quasi jaune, mais le rôle de la CGT, fédération de cheminots la plus importante, ne peut être séparé de celui des autres fédérations. En effet, dans les jours qui précédèrent immédiatement la grève et alors que les travailleurs d'autres corporations confiants dans la volonté de lutte de la CGT, attendaient le déclenchement de mouvements de solidarité qui auraient posé leurs propres revendications, aidé les cheminots et prévenu les risques de défaillance de FO et CFTC.

Aucun mouvement de solidarité effective ne fut esquissé, aucun mot d'ordre de grève précis lancé. Au cours des discussions préparatoires, la CFTC fut bien l'instigatrice de la tactique de harcèlement par grèves limitées tournantes, elle prétendait vouloir ainsi éviter une épreuve de force à l'issue incertaine mais c'est surtout la réponse qu'il aurait fallu donner au gouvernement dans le cas d'une telle épreuve de force qu'elle voulait éviter : la grève illimitée et générale. Que proposait à ce moment la CGT? Un mouvement de 24h bien limité au secteur cheminot. En d'autres temps, elle avait prôné les grèves tournantes. Elle ne les abandonnait pas pour une grève sérieuse, bien préparée et menée résolument jusqu'à la victoire, mais pour un mouvement de démonstration destiné à marquer le désaccord des bureaux syndicaux avec la politique de Debré, et à faire pression sur le Gouvernement en étalant sa force et surtout à faire patienter la base, à persuader les travailleurs que les syndicats s'occupent toujours bien d'eux. Pour le fond, il n'y avait donc pas de divergence entre les organisations. Aucune n'a jamais voulu préparer une vraie bataille.

Ce mouvement manqué fut donc l'oeuvre des fédérations unies et ce premier résultat du front unique syndical, la tactique arrêtée dans les réunions communes au siège de FO est un exemple de ce que les syndicats peuvent proposer sur le plan de l'action.

Comment les syndicats ont-ils organisé cette grève?

1°) Lancement de l'ordre de grève 1 semaine avant la date prévue. Ce délai était beaucoup trop long, il excédait le délai légal de 4 jours (délai créé justement afin de permettre les manœuvres gouvernementales, une grève non notifiée 4 j. à l'avance est déclarée non légale; les syndicats peuvent tout au plus la "soutenir" mais non couvrir les militants qui l'ont lancée). Mais il y a beau temps que les syndicats n'ont plus une attitude révolutionnaire vis-à-vis de l'organisation bourgeoise de la société et qu'ils préfèrent occuper la place que leur assigne le capital dans le fonctionnement de son économie. On saisit mieux ainsi les arguments avancés par certains militants pour répondre aux vives réactions provoquées par l'ordre de réquisition: il n'était plus possible, paraît-il, de changer l'ordre de grève de 8h en ordre de grève illimitée puisque 48h seulement nous séparaient de la date prévue!

2°) Fixation de la date de la grève. A quelle nécessité répondait la date du 16 juin? Nous parlons plus loin de la combativité des cheminots, soulignons seulement ici que la date ne fut pas fixée en tenant compte d'une volonté de lutte de la base (dont le point culminant aurait été à cette date) et encore moins suivant le choix des cheminots de base, exprimé dans des assemblées générales, mais en fonction des progrès de la tactique d'unité d'action pratiquée au sommet, dans les contacts inter-fédéraux.

3°) Non préparation de la grève. Ici nous ne voulons pas parler des multiples entrevues qui eurent lieu entre les chefs syndicaux, à différents échelons, d'une organisation à l'autre, mais du fait qu'on n'a pas organisé d'assemblées de base groupant tous les cheminots d'un même établissement, et que les cheminots en étaient réduits à attendre les nouvelles de la radio pour savoir si la grève aurait lieu ou pas. Par non préparation, nous entendons aussi les tergiversations, les improvisations de dernière minute, l'absence d'explication sur la tactique décidée, la coupure perceptible même pour le journaliste le mieux disposé à l'égard des syndicats, entre leurs redondances et l'attitude d'attente de la masse des cheminots.

4°) Durée de la grève. La limitation de la grève à 8 heures dans un organisme où la plupart des Services fonctionnent en permanence ne pouvait être proposée et acceptée que dans un bureau fédéral, loin de toute gare, de tout atelier, de tout dépôt, et par des bureaucrates plus occupés de marquer leur opposition au gouvernement qu'à faire aboutir les revendications des cheminots.

5°) Mise en avant du secteur ouvrier le moins combattif. Les chefs syndicaux n'ont tenu aucun compte de l'état d'esprit réel des cheminots au moment où ils lançaient leur ordre de grève. Les cheminots discutaient les avantages et les inconvénients de la grève comme on discute une décision prise par d'autres, sans enthousiasme. Cette grève n'était pas ressentie comme une nécessité par les cheminots et c'était démagogie de la part des syndicats de clamer que la situation des travailleurs du rail était désespérée ("pas de beefsteak tous les jours") alors que ceux-ci se sentaient relativement privilégiés par rapport à d'autres secteurs comme le textile ou même la métallurgie: pas de licenciement hormis le non-remplacement des retraités, pas de réduction d'horaire, régime de Sécurité Sociale spécial, retraite assurée. Le contraste était ainsi frappant entre l'enthousiasme de nombreux travailleurs pour cette grève (métallurgie parisienne ou postiers par ex.) et l'attentisme résigné des cheminots. L'affaire était tellement mal engagée que des camarades pouvaient se demander si la limitation de la grève à 8h et la mise en avant d'un secteur à ce moment peu combattif n'avaient pas été sciemment voulus. Il est en tout cas certain que l'attitude des syndicats, tantôt freinant les mouvements risquant de leur échapper, tantôt lançant "à la cravache" des mouvements de pure démonstration, justifiait partiellement cette appréciation.

6°) Nature de la revendication. Le réajustement de 11% traînait dans les tiroirs des bureaux syndicaux depuis plusieurs années. Il y restera encore jusqu'en novembre au plus tôt. Ce n'était pas là dessus que les cheminots allaient entreprendre une bataille décisive. Les syndicats le savaient.

En résumé, les syndicats ont tenté d'utiliser l'opposition ouvrière au régime afin de faire une démonstration de leur force. Mais sans lancer un mouvement de grande ampleur car ils n'avaient pas de perspective autre que de s'opposer "démocratiquement" au gouvernement et à la constitution. Ils ne se sont donc pas souciés de la concordance des revendications formulées avec le caractère d'épreuve de force que le mouvement n'a pas manqué de prendre, ils ont lancé un mouvement sans préparation simplement en fonction

des tractations de sommet entre fédérations, ils ont bluffé et se sont lamentablement dégonflés au dernier moment.

Les syndicats prétendent cependant au rôle d'organiseurs des luttes ouvrières, les mouvements importants sont leur terrain d'action, ils affirment par ex. qu'ils sont indispensables pour organiser une grève générale dans une corporation aussi dispersée que celle des chemins de fer.

En avril, des grèves éclatèrent spontanément à Dijon-Ville, première réaction ouvrière après les décrets Pinay. Les gars de la manutention organisèrent eux-mêmes ces grèves, s'unissant à la base malgré les querelles syndicales. Ils avaient décidé ce mouvement contre des changements d'horaires très graves pour eux. Ils menèrent eux-mêmes leurs grèves. Ce mouvement a largement réussi et, fait important, il fut suivi sans défaillance, s'étendant même plusieurs fois par solidarité à d'autres services (Recette, Renseignements, etc). Il serait évidemment artificiel d'appliquer automatiquement à la préparation d'une grève générale les remarques faites à propos d'un mouvement très particulier, très limité. On doit cependant retenir par cet exemple, que les travailleurs savent très bien se battre quand ils ont eux-mêmes décidé leur action, sa forme et le moment de son déclenchement, que ces conditions remplies, les divisions entre syndicats rivaux s'effacent, et que la victoire devient enfin possible.

Nous disons à PO que non seulement les militants doivent rejeter l'arsenal réactionnaire des revendications hiérarchiques, des mots d'ordre limités au cadre de la légalité bourgeoise, mais aussi que l'organisation des luttes doit être le fait des travailleurs réunis dans des comités de grève élus indépendamment des syndicats, que les ouvriers ne peuvent pas abandonner leur pouvoir aux mains des bureaucrates syndicaux ou politiques, qu'une grève ne peut réussir que si elle est préparée dans chaque atelier, dans chaque dépôt, dans chaque bureau par les travailleurs eux-mêmes. Nous refusons de nous laisser leurrer par la propagande faite actuellement autour de l'unité d'action entre les syndicats. Les cheminots refusent de se battre pour l'unité d'action si le prix de cette unité est le renoncement à la lutte.

Le 15 juin, les syndicats ont été unis pour renoncer à la lutte comme ils avaient unis pour mal la préparer. Ils resteront unis également devant le jugement des travailleurs.

-:-:-:-:-:-:-:-

BADINGUET A L'HONNEUR

Il y a des gens qui décidément, aiment les voyages. Après Carpentras et Beziers, voici que le général visite Magenta et Solférino. A quand Mexico? Voire même Sébastopol, où l'on expliquera aux russes ébahis que cela a été la première offensive contre le tsarisme.

Ceci dit, il n'existe pas un seul historien qui ne considère que Napoléon III fut un crétin politique.

A Magenta, De Gaulle a parlé de "la grande pensée impériale".
Dont acte.

Il est vrai que chacun a les modèles qu'il mérite. Le régime qui a été instauré par celui que Marx appelait "Le Neveu", Victor Hugo "Napoléon le Petit" et que le peuple, à l'ironie plus féroce encore, appelait "Badinguet", a été à la fois l'un des plus bas et des plus corrompus que la France ait connu en vingt siècles. Et certainement le plus ridicule et le plus inepte de tous. Il est vrai qu'il a malheureusement duré vingt ans.

Mais c'était au siècle de la locomotive.

Nous sommes à celui de l'avion - fusée.

- Comme les lecteurs de Pouvoir Ouvrier ont pu le voir dans notre précédent numéro (P.O. N° 0) le Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs participe désormais à la rédaction et à la diffusion de P.O. Il s'exprime en toute liberté dans cette rubrique -

LETTRE A MON CAMARADE DELEGUE.

A l'élection des délégués d'entreprise, je n'ai pas voté pour toi, parce qu'il fallait t'élire pour des mois et des mois, donc sur ta bonne mine. Je l'aime bien, ta bonne mine, mais ce n'est pas une raison. Actuellement, sur la revendication "pas de licenciements, diminution du temps de travail pour un salaire égal", nous sommes d'accord. Mais demain, sur tes grèves de 2 heures (non, j'exagère, d'une demi-heure)? Nous ne le serons plus. Et si je n'ai pas voté pour toi, c'est pour ne pas être coincé par les décisions de "mon délégué" et de ses "hiérarchiquement et syndicalement supérieurs".

Co que je propose ? C'est simple et réalisable sans complications : chaque assemblée générale désigne des délégués qui ont des mandats précis à observer.

Je sais, tu es syndicaliste et il faut te plier aux habitudes de la machine syndicale. Je sais que tu en fais partie de la machine syndicale, comme délégué, comme bureaucratillon dernier échelon et, je sais qu'en même temps tu la subis, la machine syndicale, qu'elle te pèse, qu'elle t'écrase, que tu ne peux la réformer, toi, d'en bas, malgré ton désir et tes convictions.

Il y a ceux qui généralisent: "le syndicat est pourri, donc tout ce qui touche le syndicat est pourri". Je ne suis pas de ceux-là. Je ne crois pas que ce soit uniquement une question de degré de pourriture selon les circonstances locales qui distingue les syndicalistes entre eux, mais une question de niveau de responsabilité dans hiérarchie.

Ainsi ton cas est particulièrement intéressant, car tu es à la fois délégué d'atelier, membre du comité d'entreprise, membre de la commission exécutive fédérale syndicale.

Comme délégué d'atelier, tu nous représentes en tant que travailleurs exploités en face de l'exploiteur et de ses commis. Tu es bien placé pour cela, parce que tu travailles à côté de nous, tu es astreint à la même loi, aux mêmes règlements, aux mêmes chefs, tu partages notre vie de travail, tu connais nos revendications au jour le jour.

Comme membre du Comité d'Entreprise, ta situation se complique. Tant que tu restes avant tout un délégué d'atelier que ses camarades envoient au Comité pour profiter des possibilités offertes par la loi, tu restes un militant ouvrier. Le Comité d'entreprise peut servir à faire connaître les bénéfices du patron par l'examen du bilan et de cette manière démontrer la réalité de l'exploitation: les bénéfices faits sur le dos des travailleurs. Mais dans pas mal de boîtes modernes, le comité d'entreprise est un rouage de la machine qui écrase les travailleurs. On y palabre sur des revendications de détail, mais surtout on y entend parler des méthodes de rationalisation du travail dans l'entreprise, c'est là que commence vraiment la collaboration de classe. Quand tu participes à des discussions de ce genre, on ne sait plus très bien si tu es encore un représentant des exploités ou si tu es déjà un agent de la collaboration.

Comme membre de la Commission exécutive fédérale syndicale, tu fais partie de la direction de la machine. Ce n'est pas la haute direction, disons plutôt que tu es sous-éf. Là, tu perds complètement le contact. A vous les grandes combines les dosages dans l'action, les phrases ronflantes à l'adresse de ceux d'en bas, et vis à vis du patronat. Le résultat est visible depuis tant d'années d'exis-

tence: frein aux luttes ouvrières, régulateurs de ces luttes que l'on dirige vers des formes légales (la légalité des patrons) donc vers des voies de garage. En contre-partie : des miottes.

Je connais tes arguments : Servons nous de la légalité, groupons nous dans un syndicat qui seul peut faire jouer en notre faveur cette légalité. Si nous luttons seuls nous aurons en un tour de mains tout l'appareil de répression du patronat sur les voisins.

Ce n'est pas faux. D'ailleurs, quand un mouvement naît quelque part, il y a souvent reprise de cartes, quelquefois reprise de l'activité syndicale. Mais ce n'est pas décisif. Toi, camarade révolutionnaire, qui subis le poids de l'appareil syndical, toi tu acceptes d'entrer dans le système de la collaboration de classe. Laisse ça aux bureaucrates inamovibles, aux réformistes patentés.

Sans les travailleurs, le syndicat c'est du vent. Et tu oses faire croire le contraire: sans le syndicat les travailleurs sont désarmés. Qui essaies-tu de mystifier? Ne te fais pas de bile, ce n'est pas parce que tu ne siègeras pas, toi révolutionnaire, à une quelconque commission exécutive, que les syndicats seront plus réformistes.

Ce qui fait l'orientation du syndicat, ce n'est pas le caractère de ses dirigeants, c'est le rapport de forces entre le patronat, la bureaucratie syndicale et les travailleurs.

Alors la tâche est claire à toi, révolutionnaire, faire pencher le rapport des forces en faveur des travailleurs.

Si tu es délégué d'atelier, de bureau, de chantier, reste cela et demande des mandats précis, circonstanciés dans les assemblées générales. Tu n'as rien à inventer, de toi même pour le bien des autres, tu n'as pas seulement à tenir compte des revendications de la base, tu dois obéir à l'assemblée générale, tu es le mandataire des exigences des prolétaires.

Si tu n'es pas délégué, fais-toi obéir, exige le renouvellement des mandats à chaque fois qu'un délégué n'a pas défendu exactement devant le patron tes revendications, exige des assemblées générales avec votes à bulletin secret, qui statueront sur toutes les décisions à prendre.

Il y a un vieux communiste qui a écrit, paraît-il, "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Tu es d'accord? A toi de décider.

EUDES -

"S O C I A L I S M E O U B A R B A R I E"

N° 28 - Juillet / Aout 1959

Sommaire :

- Avec ou sans de Gaulle - (Ph. Guillaume)
- Un Algérien raconte sa vie.
- Proletariat et Organisation(fin) - (Paul Cardan)
- Documents : Démissions de l'U.G.S.
- Notes : La laïcité de l'école publique - Comment Mallet juge Mothé
- Les livres : La classe ouvrière d'Allemagne orientale (de B.Sarcl)

En vente dans les kiosques, librairies, gares. Le numéro: 300Fr. Abonnement: 1 000Fr.
Versements au C.C.P. PARIS 11.987.19.

LA PAROLE

AUX

TRAVAILLEURS

AU VIN PRÉFONTAINES (Dubonnet) (1)

Je travaille au vin Préfontaines (Dubonnet), à la halle aux vins, sur une chaîne d'embouteillage. 23 personnes, hommes ou femmes, travaillant sur une de ces chaînes, lavent remplissent, bouchent et étiquettent entre 60 et 80.000 bouteilles par équipe. A ce rythme les accidents de travail se produisent en pagaille. Les salaires oscillent entre 40 et 50 mille francs par mois pour les O.S., primes comprises. Il n'y a pas de syndicat en dehors du syndicat-maison, créé par le patron, et presque jamais de luttes.

Le travail sur la chaîne d'embouteillage est monotone et ennuyeux, mais il exige une tension nerveuse soutenue. Par exemple, l'ouvrier qui alimente l'étiqueteuse en colle et en étiquettes doit également surveiller les bouteilles qui passent devant lui à la cadence de plus de trois par seconde. En plus de tout cela, grâce à un tableau de bord qu'on vient d'installer, il doit aussi surveiller le débit de la tireuse et appeler le mécanicien chaque fois qu'elle se dérègle, c'est à dire faire tout seul ce qui, il y a peu de temps, était le travail de 2 hommes. A un autre poste, la pose des capsules en nylon se fait encore à la main. Les doigts sont rongés par la soude avec laquelle on lave les capsules, et se couvrent de crevasses. Parfois les gars en ont marre et laissent filer les bouteilles sans capsules : on est obligé de stopper la chaîne et pendant ce temps ils peuvent se reposer. Certains travaux de manutention sont particulièrement pénibles. A la mise en palettes chaque homme soulève entre 1500 et 2000 casiers environ en 6H.1/4 de temps et chaque casier pèse 18 kilos. Tout ceci se passe dans un bruit assourdissant de compresseurs, de machines à vibreur et de verre. Rien n'est fait pour atténuer ce bruit - au contraire. A certains postes les compresseurs sont placés à hauteur d'oreille, à la fin de l'équipe on sort à moitié sourd.

La main d'oeuvre se compose en majorité de manœuvres. Sur une équipe de 100 personnes, il n'y a pas plus de 4 professionnels (qui gagnent environ deux fois plus que les manœuvres). Parmi les ouvriers non-qualifiés la direction maintient un système de classification qui vise à diviser en plusieurs catégories et sous-catégories des ouvriers qui à peu de choses près font exactement le même travail. On rode actuellement un système de brevets-maison qui doit permettre à la direction d'établir de nouvelles divisions. Tout ceci se répercute sur les salaires de la façon suivante : un "manœuvre spécialisé" (c'est à dire ne conduisant pas de machine) gagne 200Fr de l'heure (salaire de base) s'il est "1ère catégorie", 210Fr s'il est "2ème catégorie", 220Fr s'il est "3ème catégorie". Même hiérarchie pour les

(1) (l'auteur de cet article tient à préciser qu'il a milité et milite toujours dans le mouvement révolutionnaire, et que ses propos ne peuvent donc être tenus comme réfléchissant totalement la pensée des ouvriers dont on parle ici et dont la plupart n'ont aucune formation politique).

femmes, sauf qu'elles gagnent 2Fr de moins à l'heure.

Comme le vin traverse actuellement une période de mévente, 2 chaînes sont à l'arrêt et les 4 autres ne fonctionnent que 8 heures sur 24, pendant l'équipe de nuit. En attendant la reprise, les équipes de jour ont été mises à des travaux d'entretien. Un chef les tient à carreau en remarquant de temps en temps : "Moi, je peux me permettre de virer 50 femmes demain, si je veux". La production est assurée par l'équipe de nuit, parce qu'elle produit plus que les équipes de jour, sans doute en raison du fait qu'il y a moins de chefs la nuit que le jour - et donc parce qu'elle est plus rentable pour la direction. Mais bien que la production soit plus réduite qu'auparavant en raison de la crise, les cadences sont au contraire plus élevées : la direction profite de la crise pour abaisser ses coûts, c'est à dire pour extorquer plus de travail aux ouvriers. Voici par exemple ce qui s'est passé il y a trois mois sur une chaîne de l'équipe de nuit. A cette époque la moyenne sur cette chaîne était d'environ 60.000 bouteilles par nuit. Puis pendant plusieurs nuits la chaîne a fonctionné sans accrocs et a sorti 86 000 bouteilles. A la suite de cela le chef est venu dire que s'il était bien d'établir des records, il était encore mieux de s'en tenir à une bonne moyenne : "75 000 bouteilles par exemple". A partir de cette nuit-là la norme est montée de 60 000 à 72-73 000 bouteilles par chaîne et par nuit.

Les chefs surveillent le moindre de vos gestes. Leur arme, c'est la suppression de prime. Par exemple chaque bouteille cassée entraîne une retenue de 30 centimes sur la prime de production s'il s'agit d'une bouteille vide, de 70Fr pour une bouteille pleine. Ou bien, autre exemple : le règlement interdit qu'on aille plus de 2 fois en huit heures aux WC, et il spécifie "pas plus de 5 minutes chaque fois". Si on ne respecte pas ce règlement, on risque encore une fois de voir sauter la prime de production. Même punition si un ouvrier est pris en train de boire pendant le travail.

Les moyens dont on dispose pour se défendre se réduisent à rien, ou à peu près rien. Le seul syndicat en fonction c'est le syndicat-maison, dont les délégués n'ont pas été réélus depuis deux ans, touchent régulièrement leur enveloppe, mouchardent et servent de porte-voix au patron.

Parfois, quand ils en ont vraiment marre, les gars disent : "Aujourd'hui, molo!" ou bien, à celui qui travaille sur l'étiqueteuse, qui est une machine délicate : "tâche qu'elle déconne!". Mais c'est dit sur le ton de la plaisanterie, et en réalité, il n'y a jamais d'action concertée et collective. Les gars se défendent individuellement, ou plutôt ils essaient de se défendre individuellement, et les discussions avec les chefs se terminent souvent une bouteille à la main.

Le reste, les grèves et les autres formes d'action collective, les gars pensent généralement que c'est inutile. Au moment de la grève des mineurs du Borinage, en Belgique, ils ont été pessimistes dès le début, prévoyant la défaite dès les premiers jours. Ils rappelaient que les grèves de 57 à Nantes et à StNazaire et ils disaient que c'était faute de s'être généralisé et d'avoir été soutenu par les restes du pays que le mouvement avait échoué. Dans les mêmes conditions d'isolement, concluaient-ils, la grève du Borinage ne pouvait elle aussi qu'échouer.

Cela ne signifie pas qu'il se produira jamais rien. Parfois la tension est si élevée qu'un rien suffirait à provoquer un débrayage. Par moment, par exemple, lorsqu'un chef vient de faire sauter une prime, on sent qu'il suffirait que quelqu'un quitte son poste en disant "Il y en a marre, on débraye" pour que tout le monde le suive. C'est ce qui s'est passé un jour

et décident de demander l'augmentation de leur taux horaire. Après plusieurs promesses de leur chef, promesses n'apportant rien, ils décident un petit mouvement de 2 heures de grève dans chaque équipe tous les jours de la semaine. Le travail s'accumule et le chef parle de sanction, les gars alors demandent l'appui du syndicat qui leur répond "vous êtes payés bien plus que le salaire horaire des conventions collectives, nous ne pouvons rien faire pour votre augmentation mais si vous voulez lutter contre les cadences imposées faites la grève des heures supplémentaires et le chef ne pourra pas prendre de sanctions". Voilà; les gars de ce fait ne viennent plus le samedi et le syndicat vient de distribuer un tract invitant les autres ouvriers à aider ceux de la gravure et on félicitant leur courage. La semaine dernière de nouvelles machines à graver sont rentrées à la hâte, on a construit une nouvelle salle pour la photocopie et le chef a dédoublé les équipes... En dernier lieu, le délégué a dit aux gars: "si c'est comme ça revenez le samedi afin de toucher vos heures supplémentaires, mais freinez le travail le plus possible.." et les gars comme un bon troupeau de moutons, tout heureux de retrouver leurs heures ont été d'accord pour revenir en déclarant que les patrons étaient les plus forts et que le syndicat par moment perdait les pédales.

Le semaine dernière tous les syndiqués ont été réunis à la cantine et là une prise de parole a été faite par le permanent du syndicat, un gros bonze ventru qui tripote les papiers toute la journée et possède un bureau avec téléphone extérieur, sur la porte duquel on peut lire: "Comité d'entreprise, Imprimerie DD, heures de consultation et renseignements": suivent les heures et les services où les gars peuvent venir respectueusement "consulter" leur délégué...

(Pris dans le Bulletin 1 Regroupement Interentreprises)

--:--:--:--:--:--:--

La rationalisation en marche.

L'usine SIMAD à Drancy, fabrique des articles en cuivre par moulage à la main. Récemment, les sept mouleurs qu'elle emploie ont été avisés qu'ils étaient licenciés à compter du 1er juillet. Raison officielle: il n'y a plus de travail. Réflexion d'un ouvrier licencié: "Le travail ne manque pas. Mais le patron veut se moderniser et embaucher de la main d'oeuvre meilleur marché". (Un mouleur à main est payé 300 Fr de l'heure)....

-:--:--:--:--:--:--

Echos du 16 juin.

(Réflexions recueillies entre 6 et 8 h du matin, le jour où aurait dû avoir lieu la grève de la S.N.C.F.)

Devant l'usine B, à Drancy, discussion avec des militants syndicaux. Un responsable nous apostrophe: "Si vous êtes des révolutionnaires, vous n'avez qu'à faire la Révolution! - Tout seuls? - Ben... c'est à dire que nous ici, on n'arrive pas à la faire - Alors peut-être qu'ensemble on pourrait?" Silence. Le responsable n'avait peut-être pas pensé à ça.

Un peu plus tard, avec un autre groupe de militants, discussion sur la grève de la SNCF, décommandée au dernier moment par toutes les directions syndicales.

du syndicat, que ce n'était pas ainsi que nous arriverions à faire l'unité, etc... A cette époque, il y a 3 mois environ, beaucoup d'entre nous croyaient encore au syndicat et à ses directives. Après une réunion orageuse, nous fîmes savoir aux camarades de la CGT que nous rompions les amarres. Mais pendant ce temps, l'administration de l'établissement, voyant la mésentente entre nous, profitait au maximum de cette division syndicale : congés non respectés, heures supplémentaires non payées et non récupérées, insultes aux délégués et à tous, non remplacement des copains en congé de maladie, le travail devant être fait, certains effectuent le boulot de deux copains à la fois, d'autres font régulièrement 1 à 2 h de plus par jour, etc..

Bien entendu, les copains sont mécontents, écrivent aux syndicats, les syndicats répondent "vos problèmes, c'est à vous même de les régler sur place, nous n'y pouvons rien, arrangez vous entre vous...."

Au début de cette année paraît Pouvoir Ouvrier; j'en distribue à quelques copains des deux syndicats. Dans l'ensemble il est bien accueilli mais personne n'y croit trop, certains sont contre, notamment le délégué de la CGT, les réflexions sont les suivantes : on cherche encore à diviser la classe ouvrière, anarchiste, trotskyste, etc.. Malgré tout PO continue à se lire. A chaque parution, des discussions individuelles s'engagent et qui tournent bien souvent aux questions d'ordre personnel, mais petit à petit, au fil des jours, les copains se transforment par étape, posent des questions plus politiques telles que "parle moi du capitalisme, de l'exploitation, du communisme, etc.." et au bout de 4 ou 5 mois, le copain est pratiquement d'accord avec PO.

C'est ainsi que dans la 1ère semaine de juin 59, le délégué de la CGT me proposa de constituer un comité de lutte et d'action locale sans appartenance syndicale, dans l'établissement. Nous fixons en commun la date de réunion de tous les agents pour le mardi 9 juin, et à la date prévue, la réunion se tient. Tout le monde est présent. Je donne lecture d'un texte pour la constitution de ce comité. Voici quelques passages de cette proposition:

"Proposition à tous les agents du lycée, syndiqués, inorganisés, auxiliaires. Constitution d'un comité de lutte et d'action local sans appartenance syndicale.

Le comité aura une indépendance et une autonomie totales vis à vis des syndicats. Il aura pour but de régler tous les différents avec l'administration. Ses tâches immédiates seront le respect du statut, notamment en ce qui concerne : congés, remplacements, heures supplémentaires, etc..

Tous les agents sans exception prendront part au vote à bulletin secret, le premier vote sera fait sur l'ensemble de la présente proposition "Pour ou contre le comité, bulletin considéré comme "contre".

Si la proposition est acceptée avec une majorité de 17 voix minimum, un second vote aura lieu pour la désignation de deux responsables du comité, ce vote sera à bulletin secret.

Les responsables seront élus et révoqués à tout instant par l'ensemble des agents. Les deux responsables s'engagent devant le comité à faire respecter nos droits et à rendre compte de toutes les discussions entreprises avec l'administration.

Si une action de grève ou autre doit être entreprise, cette décision ne pourra être prise que sur l'avis et par l'ensemble du comité par un vote majoritaire".

Le dépouillement donna 12 voix pour et 10 contre, c'est certainement un échec sur le plan d'action, mais cet échec est momentané, car après discussion individuelle, il ressort que ces dix camarades sont d'accord avec cette méthode de lutte : s'ils ont voté contre, c'est pour des raisons secondaires (différences de situation, querelles personnelles, etc..) N.FOREL.

CORRESPONDANCE DE DENAIN

Chez CAIL

Chez Cail, depuis le 21 juin, la direction a remis tout le personnel d'entretien, soit plus d'un millier de gars à 32 heures. Par contre, à plusieurs reprises, on a offert aux ouvriers de refaire 48 h dans d'autres services ou à d'autres postes. Les travailleurs ne comprennent rien à tous ces changements. Ce qu'ils comprennent par contre fort bien c'est l'incohérence de la direction. Et on ne parle plus jamais de reclasser ou de reprendre des gons licenciés en février dernier. Les professionnels les plus qualifiés sentant que cela va mal ont essayé de se recaser eux-mêmes. On estime à plus de 100 les meilleurs professionnels qui ont quitté d'eux-mêmes Cail ces derniers temps. Certains sont entrés à La Rhonelle (Marly-près-Valenciennes). La direction est ainsi amenée à "boucher les trous" et embauche quelques ouvriers ... qui ne sont nullement les licenciés de cet hiver.

Que font les syndicats pendant ce temps ? Pas la moindre action. Au moment de la grève "avortée" des cheminots, les gars ici étaient très chauds et disaient : "on va s'y mettre un bon coup tous ensemble". Hélas, ils ne sont pas les seuls à Denain à avoir eu les pattes coupées par les grandes manoeuvres subtiles des bonzes syndicalistes. A l'intérieur les brimades continuent. Un nouveau règlement draconien prétend imposer aux ouvriers de ne quitter leur machine sous aucun prétexte et on ne peut quitter son poste pour demander un bon de sortie qu'après visite médicale, ce qui est pratiquement impossible sauf pour les cas très graves. Les protestations sont très vives. La direction interdit aux ouvriers de porter un insigne quelconque. Bien entendu elle visait par cette mesure ceux des gars qui montrent leur affiliation syndicale. Quelques ouvriers ont à cette occasion ressorti en guise de moquerie leur batterie de décorations patriotiques et guerrières qu'ils avaient relégué au musée des vieilleries.

Au début de juin également, monsieur Joly de triste mémoire, représentant auprès de Cail-Fives Lille de la Banque de Paris et des Pays-Bas, bien repéré par les ouvriers pour son action décisive en faveur des licenciements, a voulu faire son inspection à l'usine. Il s'était cependant contenté de faire une apparition dans les bureaux directoriaux. Les ouvriers ayant eu vent de sa visite, par le miracle du téléphone arabe, sont spontanément sortis de leurs bâtiments. Trois cents parmi les plus décidés voulaient lui parler du pays. A cet effet, ils se concentraient vers les bureaux... et ce joli Monsieur n'eut que le temps de prendre sa voiture et la poudre d'escampette... Bien entendu, les syndicats, qui n'auraient jamais osé susciter une telle réaction prolétarienne (l'expérience prouve qu'ils sont toujours là pour calmer les esprits "échauffés") ont eu l'audace de s'en vanter. Forces affiches et articles de magazine sont venus - après la bataille - encourager les travailleurs et les féliciter. Mais les ouvriers ont bien ri.

Actuellement, on parle de nouveaux licenciements pour la rentrée après la fermeture des vacances. Les travailleurs de Cail supporteront-ils encore de nouvelles attaques sans riposter violemment avec ou sans les syndicats ?

Chez Usinor.

A ce propos, l'exemple d'Usinor-Denain, est riche d'enseignement. Mercredi 1er juillet, 200 ajusteurs, électriciens, outilleurs de l'entretien se sont

POUR QUOI NOUS LUTTONS

Le monde capitaliste se survit sans rien changer à la division de la société entre possédants qui dirigent et dépossédés qui exécutent. A l'Est comme à l'Ouest, les dirigeants de l'économie et de l'Etat s'emploient à transformer le travailleur en automate asservi aux machines, obéissant docilement aux slogans de la propagande officielle.

Depuis sa naissance, la classe ouvrière a lutté pour se libérer de l'exploitation et pour organiser la société sur une base collective.

La seule solution à la crise du monde moderne c'est l'organisation de la société par les travailleurs, le pouvoir des travailleurs exercé par des Conseils élus et révocables, par des organes permettant à toute la population travailluse de gérer la vie sociale. La population travailluse n'est rien d'autre que le producteur collectif de la société moderne. Elle est donc seule capable d'organiser la production et d'établir une planification répondant à ses propres besoins.

Ouvriers, employés, intellectuels, nous combattons pour le socialisme, pour le POUVOIR OUVRIER.

Les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ont abandonné ce combat depuis longtemps.

Les centrales syndicales actuelles ne sont même plus capables de soutenir sérieusement les revendications ouvrières pour les salaires et les conditions de travail.

Contre les appareils bureaucratiques qui dirigent les syndicats actuels, nous ne préconisons pas de former des nouveaux syndicats, mais nous agissons pour que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, organisent et contrôlent à la base leurs propres luttes.

Contre la division des salariés en catégories, nous proposons de défendre des revendications qui les unissent en un seul bloc: des revendications anti-hiérarchiques.

Contre le nationalisme qui asservit les exploités aux exploiters de chaque pays, nous proclamons la nécessité d'unir les prolétaires de tous les pays en un seul mouvement international.

Nous luttons pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde des travailleurs manuels et intellectuels dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir:
LE POUVOIR DES CONSEILS DES TRAVAILLEURS.

Si vous voulez recevoir régulièrement "POUVOIR OUVRIER"

ABONNEZ-VOUS 1 an : 200 Fr = 12 numéros.

Si vous désirez aider l'action entreprise par "POUVOIR OUVRIER"

souscrivez un ABONNEMENT DE SOUTIEN : 1 an : 500 Fr.

Faire les versements au compte de "Socialisme ou Barbarie"

C.C.P. PARIS 11.987.19 (ou envoyez les en timbres)

42, rue René Boulanger, Paris 10°

Gérant : P.ROUSSEAU